



© TechNova Graphics/AdobeStock

LIGHTS - Innovation/Entrepreneurship

L'entrepreneuriat féminin dans les pays émergents à l'ère des transformations numériques : entre opportunités d'autonomie et reproduction des inégalités

ESCP Impact Paper No.2026-53-FR

Sandrine MACÉ
ESCP Business School

Catherine Desjacques

ESCP RESEARCH INSTITUTE OF MANAGEMENT (ERIM)

L'entrepreneuriat féminin dans les pays émergents à l'ère des transformations numériques : entre opportunités d'autonomie et reproduction des inégalités

Sandrine Macé*
Catherine Desjacques**

ESCP Business School

Abstract

Cet article s'inscrit dans le cadre des travaux de la Chaire *Digital Transformation for Sustainable Impact* en partenariat avec Schneider Electric. En s'appuyant sur des articles académiques, des rapports des acteurs publics de l'aide au développement et des projets soutenus par Schneider Electric, il analyse le rôle des femmes entrepreneures dans la transition numérique des pays émergents. Il met en évidence le potentiel des technologies numériques comme levier de l'autonomie économique des femmes et de la croissance des pays émergents. Il souligne toutefois que ces effets positifs dépendent de la mise en œuvre d'un écosystème favorable, associant l'ensemble des parties prenantes afin de soutenir durablement l'essor de l'entrepreneuriat féminin.

Mots clés : entrepreneuriat, femmes, technologies numériques, parties prenantes, pays émergents

*Professor, ESCP Business School

**Research Fellow MSC Digital Transformation for Sustainable Impact Chair

L'entrepreneuriat féminin dans les pays émergents à l'ère des transformations numériques : entre opportunités d'autonomie et reproduction des inégalités

Introduction

La transformation numérique constitue aujourd'hui l'un des moteurs les plus puissants de recomposition des économies contemporaines. Dans les pays émergents, elle redéfinit en profondeur les dynamiques entrepreneuriales en facilitant l'accès à l'information, aux ressources et aux marchés.

Dans ce contexte, l'entrepreneuriat féminin apparaît comme un levier pour promouvoir une croissance inclusive et durable. Historiquement marginalisées dans les sphères économiques les plus porteuses, les femmes entrepreneures font face à de nombreuses contraintes structurelles, notamment d'ordre socioculturel, institutionnel et financier. Pourtant, l'essor des technologies numériques (incluant les plateformes digitales, les réseaux sociaux, le commerce électronique, etc.), semble offrir de nouvelles opportunités pour surmonter ces obstacles. En permettant de contourner certaines barrières traditionnelles, ces technologies sont souvent présentées comme des instruments d'autonomisation. Mais au-delà du simple accès à la technologie, les véritables enjeux portent sur les conditions donnant aux femmes la capacité de s'approprier ces outils numériques pour entreprendre. Le potentiel de redistribution du pouvoir ne saurait se concrétiser en l'absence d'un écosystème global encourageant l'entrepreneuriat féminin.

Les technologies numériques comme levier d'autonomie pour les femmes entrepreneures

Miser sur les femmes est un gage de développement économique. De nombreuses études internationales démontrent que l'entrepreneuriat féminin constitue un puissant levier de croissance dans les pays émergents. Selon la Banque mondiale et le *World Economic Forum*, la réduction des écarts de genre dans l'emploi et l'entrepreneuriat pourrait accroître le PIB mondial de plus de 20 %. Au-delà de la création de nouvelles activités, les femmes entrepreneures contribuent à la création d'emplois, au développement du capital humain et à une croissance plus inclusive, notamment par leur propension plus élevée à réinvestir leurs revenus dans l'éducation, la santé et le bien-être des ménages.

Les technologies numériques offrent une solution en facilitant l'accès à de nouvelles opportunités économiques. Ainsi, dans les secteurs comme l'agriculture dans lesquels elles sont majoritaires, le numérique permet dès à présent d'améliorer la vie professionnelle des femmes : accès à de nouvelles pratiques via des vidéos en ligne, rappel par SMS des tâches du calendrier agricole, alertes selon les conditions climatiques, etc. Le plus souvent sédentarisées par leurs charges de famille, les femmes trouvent avec le commerce en ligne la possibilité de développer une activité commerciale, avec peu de ressources et sans présence physique. La systématisation des outils comme la *blockchain* (traçabilité numérique) ou la certification numérique pour l'agriculture biologique (label) leur ouvre de nouveaux marchés tout en renforçant les transactions, en sécurisant les paiements directs aux productrices et en valorisant leurs produits sur les marchés du commerce équitable et des productions durables.

L'accès limité au financement constitue également un frein majeur à l'entrepreneuriat féminin, en raison de discriminations dans les institutions financières traditionnelles. Les technologies numériques peuvent offrir des alternatives comme le *crowdfunding*, qui facilite la levée de fonds directement auprès du public sans passer par les banques. Cette désintermédiation réduit les biais et élargit les possibilités de financement pour les femmes.

En favorisant le passage d'un modèle fondé sur des investissements initiaux importants (CAPEX) à un modèle reposant sur des dépenses d'usage progressives (OPEX), le digital réduit les barrières financières. Ainsi, via des paiements fractionnés sur mobile, les modèles PAYGO (*Pay-As-You-Go*) permettent notamment à des populations exclues du système bancaire d'avoir accès à des équipements tels que des kits solaires, dont le paiement en une seule fois serait trop coûteux. En Afrique subsaharienne, des entreprises telles que M-KOPA, BBOX ou Azuri Technologies ont largement développé ces solutions qui représentent désormais plus de 40% des ventes de systèmes solaires hors réseau. Grâce au PAYGO, plus de 25 à 30 millions de personnes ont déjà accédé à l'électricité dans le monde, tout en réduisant fortement leurs dépenses énergétiques. Aussi, le paiement des clients par le *mobile money* contribue à favoriser la transition vers des secteurs marchands plus rémunérateurs que ceux traditionnellement investis par les femmes.

Enfin, pour réussir en entrepreneuriat, le capital social est crucial, mais les femmes disposent souvent de réseaux plus restreints. Les réseaux sociaux numériques atténuent ce désavantage en facilitant les connexions, l'accès à l'information et la visibilité. Ils contribuent ainsi à renforcer leur légitimité et à favoriser une plus grande inclusion des femmes dans les écosystèmes entrepreneuriaux.

Parce qu'il leur donne l'opportunité de créer et de capter davantage de valeur au sein d'une nouvelle économie, le numérique est porteur de promesses pour l'avenir des femmes dans les pays émergents. Cette vision optimiste mérite cependant d'être nuancée.

Et si la transition numérique renforçait les inégalités ?

Les technologies numériques s'inscrivent dans des contextes sociaux et institutionnels qui peuvent en limiter les effets, voire reproduire et aggraver certaines formes d'inégalités. Le danger est que la transition numérique se limite à des « *quick wins* », qui améliorent les conditions de vie et de travail des femmes sans leur donner l'opportunité de prendre la place qui leur est due. Le numérique peut lever certaines barrières historiques tout en créant de nouvelles formes d'exclusion pour les femmes qui ne disposent pas des compétences, infrastructures ou réseaux nécessaires pour accéder aux usages technologiques les plus créateurs de valeur.

Ainsi, la transition vers une agriculture verte favorise l'intégration des petites exploitantes, en raison du caractère relativement accessible de certaines pratiques agro-écologiques nécessitant des investissements limités en capital et en formation. Toutefois, à mesure que le secteur se transforme, cette dynamique d'inclusion peut s'atténuer sous l'effet conjugué de l'intégration croissante des technologies numériques et de la montée en compétences requise. La diffusion des outils tels que la *blockchain* ou la certification numérique conduit à l'émergence d'emplois à plus forte valeur ajoutée, dont l'accès est conditionné par le niveau d'éducation, la maîtrise de compétences numériques et la proximité avec les infrastructures, autant d'atouts dont les femmes sont encore privées. Les bénéfices économiques les plus importants pourraient être majoritairement captés par des populations plus éduquées et plus mobiles.

Or la transition numérique repose sur une condition essentielle : l'accès à l'énergie. Sans électricité fiable, il est impossible de déployer des technologies numériques et de développer une économie digitale. Pourtant, l'accès à l'énergie reste un rêve lointain pour environ 685 millions de personnes dans le monde. C'est tout l'objet de certains programmes soutenus par Schneider Electric. Ainsi, dans plusieurs pays du Sahel, des projets combinant énergie solaire, accès au financement et formation ont débouché depuis 2019 sur la création de plus de 6 000 petites entreprises dirigées par des femmes.

Lorsque l'énergie est propre et renouvelable, les bénéfices sont encore plus importants, tant pour les communautés que pour la planète. La transformation digitale peut devenir alors un levier pour accélérer une transition énergétique juste et inclusive. Les deux dynamiques devraient être pensées conjointement.

Une approche systémique pour l'entrepreneuriat féminin

Stratégies nationales, cadres juridiques inclusifs, mobilisation des financements et des expertises, sans oublier le développement des domaines prioritaires de l'éducation et de la formation permettront aux femmes de devenir pleinement actrices de la transition numérique. Plus largement, une démarche systémique pour comprendre et soutenir l'entrepreneuriat féminin est indispensable, permettant de passer de pilotes à la mise en œuvre à grande échelle réunissant toutes les parties prenantes (gouvernement, autorités locales, partenaires privés, ONG, communautés).

De nombreux pays émergents ont engagé des stratégies ambitieuses pour développer leurs infrastructures numériques et soutenir l'entrepreneuriat digital. En Turquie, le programme KOBİ Dijital Dönüşüm Destek Programı, déployé par KOSGEB depuis 2022, accompagne la transformation numérique des PME à travers des soutiens financiers et technologiques. L'Inde poursuit sa stratégie *Digital India*, initiée en 2015, pour accélérer l'inclusion numérique et les services digitaux à grande échelle. Au Rwanda, le Smart Rwanda Master Plan lancé en 2015 ambitionne de faire du numérique un levier central du développement économique, tandis qu'au Kenya, les politiques de numérisation et le développement des services financiers mobiles se sont fortement accélérés depuis les années 2010 autour de plateformes comme M-Pesa.

Ces initiatives constituent un socle essentiel pour favoriser l'adoption des technologies numériques et accélérer la transformation digitale des entreprises, notamment des PME et des structures entrepreneuriales de petite taille, en renforçant les infrastructures, les compétences et l'accès aux outils digitaux. Associées à des partenaires privés et publics, ces politiques gouvernementales créent un environnement plus propice à un entrepreneuriat inclusif et innovant, même si l'on peut regretter qu'elles soient peu spécifiquement dédiées aux femmes.

Selon le rapport 2025 de la Banque mondiale, de nombreux pays émergents disposent désormais de cadres juridiques favorables à l'entrepreneuriat féminin (autonomie économique, droits patrimoniaux, accès aux services financiers, égalité professionnelle). Toutefois, l'existence de droits formels ne garantit pas leur application effective, qui dépend de la mise en place des mécanismes institutionnels adéquats. Ce décalage demeure particulièrement marqué, voire extrême, dans certains pays d'Afrique subsaharienne comme le Togo, la Côte d'Ivoire ou le Gabon. À l'inverse, le Rwanda illustre l'importance d'une approche simultanée associant réformes juridiques inclusives et structures publiques adaptées. L'Inde reflète une situation intermédiaire, avec des réformes significatives mais encore inégalement traduites dans la pratique.

Les financements nécessaires au déploiement des infrastructures et à l'appropriation des outils numériques ne seront que très partiellement pris en charge par l'aide publique au développement, en raison de la tendance de nombre de pays développés à se désinvestir, voire à se retirer, des dispositifs d'aide, comme les États-Unis. Il est dès lors de la responsabilité essentielle des grandes entreprises internationales expertes du numérique de mettre à disposition compétences techniques et managériales, ressources humaines et financières pour s'impliquer davantage dans le cadre de leur politique de RSE, dépassant en cela la portée d'initiatives philanthropiques.

Les futures générations de femmes entrepreneures ne verront pas le jour sans un renforcement de la littératie numérique et la formation massive, aujourd'hui très largement insuffisante, des filles dans les sciences, les technologies et les mathématiques (STEM). Le financement de l'éducation est également une priorité, qui portera ses fruits à terme. L'Inde montre la voie en atteignant la quasi-parité dans la formation aux STEM avec actuellement plus de 123 millions de filles dans ces filières.

Quant au succès plus immédiat des projets menés localement, du financement, à la mise en œuvre et la maintenance, il nous semble reposer essentiellement sur une condition incontournable : une ingénierie sociale qui, avec l'appui des ONG locales qui connaissent bien le terrain, va transformer une innovation technologique en innovation sociale en intégrant intelligemment les parties prenantes, et particulièrement les femmes bénéficiaires, et ce dès la conception du programme. Car l'un des défis les plus difficiles à relever est probablement de lutter contre les préjugés et les biais de genre. Les initiatives pilotes montrent leur efficacité en la matière. Par exemple, Schneider Electric et ses partenaires locaux impliquent dans leurs programmes prioritairement les femmes, mais sans oublier leurs familles, leurs proches masculins et les leaders communautaires influents, afin de garantir leur soutien et de normaliser l'engagement des femmes dans des rôles de leadership.

La promotion de l'entrepreneuriat féminin à l'ère numérique nécessite une approche globale, intégrant politiques publiques, développement des compétences et transformation des normes sociales. La lutte contre les inégalités de genre ne dépend pas uniquement de l'accès des femmes aux technologies numériques, mais de la capacité collective à créer l'environnement institutionnel, social et éducatif favorisant leur pleine autonomie. Ce n'est qu'à ces conditions que le numérique pourra devenir un véritable vecteur de développement inclusif et durable dans les pays émergents. Il y a là une opportunité pour les femmes, pour les économies émergentes et pour la planète.

Références

Alliance for Rural Electrification (ARE) & Schneider Electric (2025), Advancing gender equality in the renewable energy sector, Position paper, The Schneider Electric Case Studies

Anderson, S., Aung, M. T., & Carthy, A. (2023). Achieving Just Green Economic Transitions by Improving Gender Equality. International Institute for Environment and Development.

Deschênes, S., Rouanet, L., Cubillos Celis, P., & Zanuso, C. (2025). Autonomisation économique des femmes : de l'évaluation aux politiques publiques. Agence française de développement (AFD) & Africa Gender Innovation Lab, Banque mondiale.

Kolovich, L., Newiak M., eds. (2024). Gender Equality and Economic Development in Sub-Saharan Africa. Washington, DC: International Monetary Fund.

World Bank Group. (2026). Women, Business and the Law 2026: Benchmarking Laws for Jobs, Equality, and Growth. Washington, DC.